

Zeitschrift: Domaine public
Herausgeber: Domaine public
Band: - (1972)
Heft: 186

Artikel: Uni de Lausanne : tout va bien
Autor: [s.n.]
DOI: <https://doi.org/10.5169/seals-1016012>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. [Siehe Rechtliche Hinweise.](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. [Voir Informations légales.](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. [See Legal notice.](#)

Download PDF: 30.03.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

La Suisse, banquier sans visage

En quatre ans, les revenus de capitaux nets touchés par la Suisse ont, grosso modo, doublé. C'est ce que nous apprend un vieux numéro du *Mois économique et financier* de la Société de Banque Suisse (octobre 1971). De plus de 1,5 milliards en 1967, ils ont, en effet, passé à quelque 3 milliards en 1970. Plus précisément, la Suisse a versé 400 millions de revenus de capitaux au reste du monde, mais elle en a retiré 3 440 (sans compter les revenus des placements à l'étranger des assurances, comptabilisés sous un autre poste, et qui doivent être compris entre 100 et 300 millions).

Comme place financière internationale, notre pays gagne à tous les coups : en ne rémunérant que peu la fortune étrangère en Suisse, attirée par la sécurité plus que par le rendement, en se faisant rémunérer mieux pour la fortune suisse à l'étranger, en profitant de la différence des taux d'intérêt pour réexporter rentablement les afflux de fonds en provenance du reste du monde (même si, en 1970, les troubles monétaires internationaux ont amené la Suisse à recevoir, pour la première fois depuis longtemps, plus de fonds qu'elle

n'en a exportés). On savait déjà que les Suisses jettent l'argent par les fenêtres : du dehors vers le dedans !

14 400 francs par habitant

Il faut confronter ces résultats avec l'évaluation de la fortune tentée chaque année par l'Union de Banques Suisses (*Notices économiques* de juin). En 1970, les avoirs de la Suisse à l'étranger se seraient élevés à 166,4 milliards, dont 30 milliards de titres, 34 milliards d'investissements directs et 62 milliards d'avoirs à court terme des banques. La fortune étrangère en Suisse aurait été de 85,9 milliards, dont 53 déposés à court terme dans des banques, 14 en titres suisses et 5 en investissements directs. Ce n'est que pour la propriété foncière que le solde est en faveur du reste du monde : 7,7 milliards de biens-fonds suisses aux mains de l'étranger, contre 1,3 possédés par des résidents suisses en dehors des frontières du pays. Situation nette : l'excédent des avoirs suisses à l'étranger a été de 80,5 milliards, soit quelque 14 400 francs par habitant. Merci ! Nous sommes toujours les plus riches du monde.

On peut, à bon droit, craindre que l'enregistrement des revenus ne sous-estime systématiquement leur importance réelle : le rendement de la fortune étrangère en Suisse serait de l'ordre de 0,5 % et celui de la fortune suisse à l'étranger dépasserait à peine 2 %. Même si l'on considère le rendement net tiré de l'excédent des avoirs suisses, 3,7 %, il est d'une modestie suspecte. En fait, les revenus de capitaux dont bénéficiait la Suisse devaient être plus proches de 5 milliards que de 3, en 1970.

Le tourisme détrôné

Au cours des ces quatre mêmes années (1967 à 1970), la croissance des revenus de capitaux (100 %) a été beaucoup plus rapide que celle des revenus tirés du tourisme (24 %), traditionnellement le plus gros poste positif de notre balance des opérations courantes. Or, si c'était encore le cas au début de la période, le banquier, dès 1968, détronait l'aubergiste. Et en 1970, le tourisme ne représentait plus que les deux tiers de la somme que rapportait, à la Suisse, son rôle de capitaliste mondial.

Un nouveau business la lutte antipollution

On n'en a pas fini de découvrir toutes les façons de réaliser de bonnes affaires en combattant vaillamment le fléau de la pollution.

La dernière trouvaille en la matière est due à M. Walter P. Wyss, rédacteur-éditeur de bulletins confidentiels de son état. Sa plus récente production s'intitule « *Umweltschutz Report* », et consiste comme les précédentes en une bonne douzaine de pages polycopiées reprenant sans en citer les sources de brèves informations sur le secteur d'activité en question : nouvelles techniques, nou-

veaux produits, nouvelles lois en matière de protection de l'environnement.

Le tout pour la modique somme de 576 francs par an (à titre de « *Diensthonorar* » pour l'auteur-repiqueur). Gageons que les quelques centaines d'abonnés auxquels M. Wyss réserve son service d'information lui rembourseront ses abonnements aux proliférantes revues spécialisées, le temps de les dépouiller, et la réalisation d'une interview par mois.

Sans compter les nouvelles que lui livrent complaisamment les entreprises désireuses de faire valoir leurs généreuses initiatives pour la belle cause écologique.

Uni de Lausanne : tout va bien

Rien de plus rassurant que le « *Bulletin d'information de l'Université de Lausanne* ». Alors que les autorités universitaires poléminent à longueur de colonnes dans les journaux du lieu, cette respectable publication officielle plane au-dessus de la mêlée.

Le morceau de résistance du troisième numéro qui vient de paraître (juin 1972) : une étude de six pages sur un centenaire de tout repos, le Palais de Rumine, qui ne manquera pas de passionner les futurs occupants de l'Université de

Le grand cirque monétaire et la Suisse

C'est où cette page, ce morceau d'anthologie, chez Hugo ? ou Jules Verne ? Hugo, peut-être, où l'on voit dans l'entrepont d'un navire qui tangue une lourde pièce d'artillerie, libérée de son affût, et qui roule au rythme du cahot des vagues d'un bord à l'autre, menaçant par ses parcours imprévisibles d'écraser les hommes.

73 milliards de dollars roulent d'un bord à l'autre de l'Atlantique secouant les économies nationales. L'on vit aujourd'hui le nouvel épisode d'une de ces courses folles. Pas le dernier.

Il en résulte des dangers nouveaux. Car il ne s'agit pas seulement de savoir si la spéculation va toucher sa prime en marks, en francs suisses, en yen, mais de comprendre qu'une menace aggravée pèse de la sorte sur le mouvement socialiste dans tous les pays industriels.

Quelle était, aux temps classiques d'il y a une quinzaine d'années, la menace d'une crise monétaire ? Un pays, devant la baisse de ses exportations, devant la poussée de l'inflation interne, était acculé à la dévaluation. L'or étant la réfé-

rence internationale, il changeait sous la pression des circonstances la parité de sa monnaie.

Dans cette situation classique de larges possibilités de pressions étaient déjà offertes aux capitalistes nationaux. Contre un front populaire, contre un gouvernement travailliste, on menaçait de vider les caisses, d'affaiblir le crédit, etc...

Aujourd'hui, où les monnaies se réfèrent accessoirement à l'or, mais essentiellement à un dollar qui n'ose guère affronter la dévaluation, ce sont les détenteurs de capitaux flottants ou de capitaux placés à court terme qui se font les premiers juges de la santé économique d'un pays. Actuellement sont menacées la livre anglaise, la lire italienne. On ne peut s'empêcher de penser que les grèves importantes qui ont affecté ces pays sont de la sorte punies par le capitalisme financier. Certes ce dernier ne joue pas gratuitement contre telle ou telle monnaie, mais il détient un pouvoir nouveau : il amplifie les moindres signes de faiblesse, il prend l'initiative, et surtout il est devenu une institution permanente prête, en toutes circonstances, à intervenir.

Imaginez un instant que la gauche prenne le pouvoir en France; quel magnifique relais obtiendront les capitalistes nationaux ! Comme il sera facile de jouer à la baisse le franc français.

Le point essentiel reste l'impunité dont jouit le dollar. Un rééquilibrage de la balance américaine, sanctionné par la référence du dollar à un étalon international (l'or est encore le plus pratique à la condition qu'il soit soustrait à toute spéculation privée), est nécessaire. Les implications politiques et internationales d'une telle mesure sont évidentes. On retrouve les têtes de chapitre : fin de la guerre du Vietnam, désarmement, relance de l'économie du Tiers Monde.

Deuxièmement, le contrôle des mouvements de capitaux devrait être internationalement réglementé tant à travers l'activité des banques qu'à travers les sociétés multinationales, qui transfèrent constamment des fonds et se protègent par anticipation contre toute perte de change.

Troisièmement, ces contrôles accrus devraient

être pour le moins opérant à l'intérieur de l'Europe. La création d'une monnaie européenne découragerait d'autant les possibilités de la spéculation.

Jusqu'ici la Suisse s'imaginait être totalement à l'abri du roulis de la spéculation internationale. Deux atouts fondaient sa sécurité : une économie prospère et un appareil bancaire puissant capable de réexporter (aux conditions les meilleures) un afflux monétaire. Par sagesse, la Suisse s'abstenait de surcroît de faire jouer au franc le rôle d'une monnaie internationale.

La santé pénalisée

La prudence se retourne désormais contre le franc suisse. A partir du moment où ce n'est plus le pays déséquilibré et notamment les Etats-Unis qui doit s'aligner sur la valeur de référence, mais où s'exprime la relativité des monnaies les unes par rapport aux autres, ce sont les pays sains qui sont menacés de réévaluation.

Dès lors que la santé est pénalisée, la situation privilégiée de la Suisse est fondamentalement remise en question.

Plus que tout autre pays, la Suisse, en raison de sa « vocation » exportatrice et bancaire, a fait de la convertibilité des monnaies un tabou.

Dès maintenant, le tabou est tombé : sont admises des formes rigoureuses de contrôle.

Il va de soi à nos yeux qu'une surveillance du mouvement de capitaux est indispensable.

Mais cette reconversion de notre philosophie économique ne peut se limiter au seul secteur financier.

Devra être désormais arraché aux lois du marché tout ce qui est objet de spéculation. Et d'abord le marché immobilier (terrains et logements). C'est le seul moyen de donner le moins possible d'emprise aux poussées extérieures. Nous avons à nous inventer une nouvelle aérodynamique !

La Suisse a fini de traire la vache du libéralisme économique. Elle ne maintiendra sa santé qu'en mettant en place de manière exemplaire une économie non-spéculative.

Dorigny. L'actualité lausannoise ? deux pages de résultats sportifs, l'organigramme de l'établissement, avis divers et notes biographiques sur quelques nouveaux professeurs.

Pour le reste, consulter la rubrique universitaire tenue par 24 Heures. Et, pour la bonne bouche, un coup de projecteur (quelques semaines après la télévision) sur un illustre « ancien étudiant », le colonel commandant de corps Gérard Lattion. Toute ressemblance, toute allusion à des incidents passés ou actuels ne seraient que le fait de hasards fâcheux ou de coïncidences involontaires.

CQFD. Tout va bien.